

## **Discours de Nicolas Sarkozy à Toulon: l'Europe, c'est (Angela et) moi**

*Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 2 décembre 2012*

**LE PLUS.** Lors de son discours à propos de la crise à Toulon jeudi soir, Nicolas Sarkozy a nié le pouvoir des institutions européennes en se concentrant sur le rôle des chefs d'Etat. Un mépris contre-productif selon l'euro-députée Sylvie Goulard.

Au moment où une partie de la classe politique française perd son sang-froid et attaque l'Allemagne de manière insensée, le président de la République a eu raison, à Toulon, de rappeler l'importance historique de l'entente franco-allemande.

Il a du courage, après des années de gabegie, de vouloir assainir les finances publiques, inscrire dans la Constitution le principe d'équilibre des comptes publics et restaurer la compétitivité de l'économie française. Son refus du protectionnisme et sa pédagogie de l'interdépendance globale sont justes.

### **Une erreur stratégique**

Mais, sur l'Europe, Nicolas Sarkozy s'enferme dans une erreur stratégique. Il continue, de manière tragique, à vouloir ce qu'on pourrait appeler "l'Europe sans l'Europe". Quand il dit "c'est par l'intergouvernemental que passera l'intégration européenne", il démontre en une phrase, l'inanité de sa démarche.

Nicolas Sarkozy continue à rêver d'intégration européenne tout en voulant garder le contrôle entre ses mains. Louis XIV disait "l'Etat, c'est moi". Le Président français prétend "L'Europe c'est (Angela) et moi".

Il est peu probable que cela suffise pour convaincre un investisseur chinois ou un assureur américain. Dans ce contexte, ils auront du mal à croire à la pérennité de l'euro. Il est peu probable que cela éclaire les citoyens européens. Car les mots ont un sens. L'intergouvernemental n'est justement pas "l'intégration" ; c'est tout au plus une forme de coopération, de juxtaposition d'Etats qui ne forme pas un tout.

Le fait de nier l'existence d'institutions communes, le refus de reconnaître la légitimité du Parlement européen sont consternants. En affirmant que "seuls...les chefs d'Etat et de gouvernement disposaient de la légitimité démocratique qui leur permettait de décider", le chef de l'Etat donne au monde entier le signal que "l'Europe" n'existe pas.

Et de quelle "légitimité" parle-t-on ? S'il n'existe aucune légitimité supranationale, pourquoi les Grecs ou les Portugais devraient-ils obéir à ce qu'ont décidé M. Sarkozy et Mme Merkel qui n'ont, chacun d'entre eux, qu'une légitimité locale et n'ont jamais été élus pour gouverner à Athènes ou Lisbonne ? Pourquoi le vote des électeurs qui

se sont déplacés lors des élections européennes organisées sur la base des traités régulièrement ratifiés et approuvés par la France, ne compterait-il pas ?

Cette guerre institutionnelle est ridicule. Ce mépris est contre-productif. Les gouvernements nationaux pourraient tirer profit d'une coopération avec le Parlement européen. Lui seul peut donner aux décisions nécessaires la légitimité qui naît du débat public et du contrôle par une assemblée. Du reste, la suite des propos du président de la République démontre que ses positions ne sont pas si claires. Il prône, à juste titre, le recours à plus de majorité qualifiée. C'est un principe qui n'a rien d'intergouvernemental.

### **Un dessein solide pour l'Europe**

Il réaffirme son attachement à l'indépendance de la BCE qui, sauf erreur, est une institution supranationale. Sur ce point, nous pouvons saluer la ténacité des Allemands sans lesquels cette indépendance subirait les coups de boutoir français. Les faits ne sont pas toujours en accord avec les beaux discours : la manière dont le président de la République a récemment forcé l'un des membres du directoire de nationalité italienne à démissionner pour faire place à un "Français" marque un respect tout relatif de l'indépendance de l'institution. Et bien des Français voudraient qu'elle s'affranchisse des traités qui lui donnent mandat.

Le discours de Toulon démontre une chose : ce n'est pas "l'Europe" qui déçoit, c'est une classe politique incapable de définir pour l'Europe un dessein solide et de s'y tenir. Nicolas Sarkozy a déjà oublié le traité de Lisbonne qu'il a ardemment voulu et défendu en 2007 et 2008. Pourquoi devrions-nous lui faire confiance quand il appelle à refonder l'Europe en négociant un nouveau traité ?

M. Sarkozy plaide pour la discipline depuis que le AAA français est menacé. Ayant été rapporteur au Parlement européen sur le renforcement du pacte de stabilité et de croissance, je peux témoigner qu'en juillet dernier encore, la France essayait de limiter l'automatisme des sanctions contre les pays violant la discipline commune. La conversion est récente, peu crédible.

### **La France, moins respectée que l'Allemagne**

La faiblesse de la France face à l'Allemagne n'est pas seulement économique. Elle réside dans l'ambiguïté persistante de ses dirigeants envers l'Europe. Depuis les années 60 et le plan Fouchet, rien n'a changé. Et dans toutes les familles politiques prospère une illusion gaullienne : vouloir une Europe forte et s'affranchir de ses règles. Vouloir une Europe forte et mépriser ses institutions. Vouloir une Europe forte et fouler aux pieds la démocratie européenne. D'autres sont plus cohérents.

D'ailleurs, quand Angela Merkel fait ses discours européens, c'est devant le Bundestag, en se soumettant aux questions de la représentation nationale, majorité et opposition. M. Sarkozy préfère remplir une salle de sympathisants à Toulon. Voilà aussi ce qui fait de la France, en ce moment, une Nation moins respectée en Europe que l'Allemagne.